

**DECISION N°009/2023/ARMP/CRD/DEF DU 25 JANVIER 2023  
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN  
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE GENERAL  
EQUIPEMENTS ET OUTILLAGE SUARL CONTESTANT L'ATTRIBUTUON  
PROVISOIRE DU MARCHÉ RELATIF A LA FOURNITURE DE MOTOFAUCHEUSES ET  
BATTEUSES DANS LE CADRE DU PARIIS, LANCE PAR LA SOCIETE NATIONALE  
D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION DES TERRES DU DELTA DU FLEUVE  
SENEGAL ET DES VALLEES DU FLEUVE SENEGAL ET DE LA FALEME (SAED), EN  
DEUX LOTS DISTINCTS**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION  
LITIGES,**

VU la loi N° 2022-07 du 19 avril 2022, modifiant la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, modifiée ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n° 2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de la société GENERAL EQUIPEMENT ET OUTILLAGE (GEO) SUARL reçu le 6 janvier 2023 ;

VU la quittance de consignation n° 100012023000112 du 6 janvier 2023 ;

VU la décision de suspension n° 0004/2022/ARMP/CRD/SUS du 11 janvier 2023 ;

Monsieur Serigne Adama BOYE, Commissaire à l'instruction des Recours, entendu en son rapport ;

En présence de monsieur Mamadou DIA, Président, de madame Aïssé Gassama TALL, messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision :

Par courrier reçu et enregistré le 6 janvier 2023 à l'ARMP au service du courrier de l'ARMP sous le numéro 95, la société GENERAL EQUIPEMENT ET OUTILLAGE SUARL (GEO) a saisi le Comité de Règlement des Différends (CRD) d'un recours contentieux pour contester l'attribution provisoire du marché objet de l'appel d'offres ouvert (AAO) n° 2022/18 relatif à la fourniture de motofaucheuses et batteuses, lancé par la Société nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED).

## **LES FAITS**

La SAED bénéficie d'un financement de l'Association internationale pour le Développement (IDA)/Coopération espagnole pour la mise en œuvre du Projet d'Appui régional à l'Initiative pour l'irrigation au Sahel (PARIIS). Elle a l'intention d'utiliser une partie du montant du crédit pour effectuer les paiements au titre du marché relatif à la fourniture et à l'essai de dix (10) motofaucheuses et de vingt (20) batteuses à riz, répartis en deux (02) lots comme suit :

- Lot 1 : acquisition de dix (10) motofaucheuses dans la délégation de Bakel ;
- Lot 2 : acquisition de vingt (20) batteuses à riz dans les délégations de Bakel, Matam et Podor ;

A cet effet, la SAED a fait publier dans la parution du quotidien Le Soleil du samedi 29 et dimanche 30 octobre 2022 l'avis d'appel d'offres national y relatif pour solliciter, de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises, des offres sous plis fermés pour la livraison des fournitures.

L'ouverture des plis prévue, le 29 novembre 2022, à 10h00mn, a eu lieu le même jour et à la même heure, six (06) offres ont été reçues et les montants, pour les lots 1 et 2, ci-après lus publiquement :

### **Lot 1 :**

N°	Candidat	Montant de l'offre du lot en francs CFA HT/HD/HTVA	Montant de l'offre du lot en francs CFA TTC
1.	GROUPE SPEEDO EUROPE AFFAIRES		38 940 000
2.	GEO SUARL		23 600 000



3.	SCGI		-
4.	WTC		-
5.	<b>FOLAND SARL</b>	<b>26 500 000 HTVA</b>	<b>31 270 000</b>
6.	ANTA NDIAYE DIAMBAR AGRO BTP	29 000 000 HT	34 220 000

**Lot 2:**

N°	Candidat	Montant de l'offre du lot en francs CFA HT/HD/HTVA	Montant de l'offre du lot en francs CFA TTC
1.	GROUPE SPEEDO EUROPE AFFAIRES		97 940 000
2.	<b>GEO SUARL</b>		<b>57 820 000</b>
3.	SCGI		52 510 000
4.	WTC		69 500 000
5.	<b>FOLAND SARL</b>	<b>52 000 000 HTVA</b>	<b>61 360 000</b>
6.	ANTA NDIAYE DIAMBAR AGRO BTP	58 000 000 HT	68 440 000

A l'issue de l'évaluation des offres portant sur les lots 1 et 2, l'autorité contractante a attribué provisoirement le marché à l'entreprise **FOLAND SARL** qui a proposé les offres conformes pour l'essentiel, évaluées les moins disantes et qui satisfont aux critères de qualification, pour les montants ci-après :

**Lot 1 :** Vingt-six millions cinq cent mille (**26 500 000**) francs CFA HTVA, soit trente-et-un millions deux cent soixante-dix mille (**31 270 000**) F CFA TTC ;

**Lot 2 :** Cinquante-deux millions (**52 000 000**) F CFA HTVA, soit soixante-et-un millions trois cent soixante mille (**61 360 000**) F CFA TTC.

Dès qu'elle a pris connaissance du rejet de son offre qui lui a été notifié par courrier en date du 30 décembre 2022, la société GEO SUARL a saisi la SAED d'un recours gracieux, reçu le 2 janvier 2023, pour contester le rejet de son offre.

N'étant pas satisfaite de la réponse apportée par l'autorité contractante dans sa lettre du 4 janvier 2023, la requérante a introduit un recours contentieux devant le CRD, par courrier reçu le 6 janvier 2023 ;

Jugeant le recours recevable, le CRD a ordonné, par décision n° 0004/2022/ARMP/CRD/SUS du 11 janvier 2023, la suspension de l'attribution provisoire du marché y relatif, et a saisi la SAED pour disposer des pièces nécessaires à l'instruction.

Par courrier enregistré le 18 janvier 2023 à l'ARMP, l'autorité contractante a transmis les documents demandés.

### **LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS**

A l'appui de son recours, le requérant soutient que les attestations qu'il a fournies à l'autorité contractante suffisent à justifier sa capacité à exécuter le marché pour lequel son offre a été rejetée.

De plus, le requérant estime que le critère relatif à l'exigence de production de preuves de la réalisation de marchés similaires « ne saurait être éliminatoire ».

### **LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE**

En réponse au recours gracieux, la SAED rappelle à GEO SUARL que l'attribution provisoire s'est faite conformément à la réglementation des marchés publics. Autrement dit, le marché a été attribué au candidat dont l'offre est conforme pour l'essentiel, évaluée la moins disante et qui satisfait aux critères de qualification.

En effet, l'autorité contractante informe le requérant que bien que son offre soit moins disante que celle de l'attributaire provisoire, sa qualification fait défaut. Selon elle, le candidat n'a pas satisfait au critère relatif à l'expérience spécifique. Ce critère exigeait la preuve de l'exécution d'au moins trois (03) marchés similaires au cours des dix dernières (2012 à 2021) avec des attestations y afférentes signées par les maîtres d'ouvrage.

Elle attire l'attention du requérant sur le défaut d'expérience spécifique pertinente. Ainsi, par courrier en date du 14 décembre 2022, il a été demandé à GEO SUARL de transmettre les références similaires attestées par des maîtres d'ouvrages pour chaque lot. Or, précise-t-elle que les références transmises par mail le lendemain ne comportaient qu'une seule expérience jugée pertinente pour les deux lots, contre les trois requises dans le dossier d'appel d'offres.

### **L'OBJET DU LITIGE**

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que le litige porte sur le rejet de l'offre du requérant pour défaut de qualification sur l'expérience spécifique décrite dans le DAO.

### **L'EXAMEN DU LITIGE**

Considérant qu'à la clause 11.1 des données particulières de l'appel d'offres, il est exigé de tout soumissionnaire, entre autres documents, la preuve de l'exécution d'au moins trois (03) marchés similaires (fournir les procès-verbaux de réception, attestations de bonne fin durant les dix dernières années, de 2012 à 2021) ;



Considérant qu'au point 38.1 des instructions aux candidats, il est précisé que le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins disante et jugée conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres, à condition que le soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter ledit marché de façon satisfaisante ;

Considérant qu'en vertu de l'article 44 du Code des Marchés publics, il a été demandé au soumissionnaire GEO SUARL de compléter son offre relativement à la production de preuves établissant son expérience spécifique ;

Considérant qu'à l'échéance fixée par l'autorité contractante, le requérant a proposé une seule référence au lieu de trois (03) marchés similaires comme demandé dans le DAO ;

Considérant que la référence produite porte sur un marché relatif à l'acquisition de tracteur et de motofaucheuse, délivrée le 16 mai 2019 par la Société d'Assistance industrielle et de Négoce (SAINE) ;

Que, c'est à juste titre que le comité technique d'évaluation a jugé pertinent de retenir ce document ;

Considérant qu'il ressort de l'instruction que le reste de la documentation transmise par le requérant est constitué d'une série de cinq pièces attestant de la fourniture d'équipements à but pédagogique pour des filières de formation professionnelle agricole ;

Que ces pièces ne peuvent permettre d'établir un rapport d'analogie avec les besoins exprimés dans le DAO ;

Considérant que c'est à juste raison que la commission des marchés a rejeté l'offre de l'entreprise GEO SUARL pour manquement substantiel au critère de qualification relatif à l'expérience spécifique ;

Qu'il y a lieu, de déclarer le recours du requérant non fondé, d'ordonner la poursuite de la procédure de passation des lots 1 et 2 du marché et la confiscation de la consignation ;

#### **PAR CES MOTIFS :**

- 1) Constate que le DAO, à la clause 11.1 des données particulières de l'appel d'offres, prévoit la preuve de l'exécution d'au moins trois (03) marchés similaires par la production de procès-verbaux de réceptions et d'attestations de bonne fin ;
- 2) Constate qu'en vertu de l'article 44 du Code des Marchés publics, GEO SUARL été saisi d'une demande de transmission des références similaires attestées par des maîtres d'ouvrage pour chaque lot ;
- 3) Dit qu'à l'échéance, le requérant a proposé une seule référence jugée pertinente en fourniture de marchés similaires parmi les six (06) fournies ;
- 4) Constate que les pièces écartées ne peuvent permettre d'établir un rapport d'analogie avec les besoins exprimés dans le DAO ;

- 5) Dit que le requérant a manqué d'apporter la preuve de son expérience spécifique avec la transmission des attestations pertinentes ;
- 6) Dit que la décision de la commission des marchés d'écarter l'offre du requérant pour défaut de qualification est justifiée ;
- 7) Déclare le recours le recours de la société GEO SUARL non fondé ;
- 8) Ordonne la poursuite de la procédure de passation du marché litigieux et la confiscation de la consignation ;
- 9) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier à la société GEO SUARL, à la SAED, au Service régional des Marchés publics – Pôle de Saint-Louis à la SAED ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

**Le Président**



**Mamadou DIA**

**Les membres du CRD**



**Aïssé Gassama TALL**



**Moundiaïye CISSE**



**Mbareck DIOP**

**Le Directeur général,  
Rapporteur**



**Saër NIANG**

